

*Le budget*

reconstituée. Le ministre des Finances préfère, au contraire, ne rien dire sur une question sociale brûlante.

Le ministre des Finances abandonne les programmes sociaux dans ce budget. Le message qu'il adresse aux provinces est clair: «Débrouillez-vous seules.» Sa vision du Canada se résume en un mot: «Déficit».

Les Canadiens doivent faire attention, maintenant. Le gouvernement recule à la façon du lac Meech. Il demande aux provinces et aux municipalités de porter le fardeau. Si vous avez besoin de logements, de services familiaux, de soins médicaux, de services féminins ou autres, ne les demandez plus à Ottawa. La solution des problèmes sociaux doit venir d'ailleurs. Cherchez moins loin. Adressez-vous à votre capitale provinciale. Le Canada, selon les conservateurs, n'est qu'une communauté de communautés. Ce n'est plus une fédération forte et fière. Quelle irresponsabilité!

Il y a longtemps—et pourtant, ça aurait pu être hier—William Lyon Mackenzie King a dit ceci à propos du Parti conservateur: «Conservateurs, permettez-moi de vous féliciter, vous posez enfin vos pieds sur la gorge des gens.» Oui, ils ont les pieds sur la gorge des gens, mais seulement jusqu'aux prochaines élections.

**L'hon. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke):** Monsieur le Président, je veux poser une question au député qui vient de prendre la parole. Il a parlé des carbonés et du gaz carbonique. Je me demande s'il pourrait donner plus de détails sur ce que le gouvernement conservateur essaie de faire pour régler ce problème et pour faire sa part sur la scène internationale.

Par exemple, les ententes de reboisement avec six provinces ont expiré et n'ont pas été renouvelées. Le député sait-il si ces ententes seront ou non renouvelées, surtout étant donné que les forêts sont un atout important dans notre lutte contre le problème du gaz carbonique et pour la santé de l'environnement en général? Nos stocks de poisson diminuent de façon dangereuse. Que fait le gouvernement à cet égard? Aux Nations Unies, le Canada ne semble pas pressé de ratifier la Convention sur le droit de la mer. Les rivières et les lacs d'un bout à l'autre du Canada sont pollués.

Que fait le gouvernement? Déploie-t-il beaucoup d'efforts pour essayer de régler certains de ces problèmes? Fait-il vraiment quelque chose à propos des projets forestiers dans notre pays? Fait-il quelque chose pour encourager la sylviculture sur la scène internationale? Nos forêts sont en train de se déboiser, et nous devons

faire quelque chose pour régler le problème très grave du gaz carbonique dans le monde.

**M. Caccia:** Monsieur le Président, je veux remercier mon collègue de sa question. En bref, pour ce qui est du réchauffement de la planète et de la pollution par le gaz carbonique, le gouvernement fait des déclarations ronflantes à l'étranger, mais il coupe dans les fonds consacrés à la recherche sur le sujet. Il continue de financer notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles en appuyant des mégaprojets, comme il l'a fait dans le cas des études techniques pour le projet OSLO. Enfin, il ne renouvelle pas les ententes forestières, qui intéressent beaucoup le député j'en suis certain, avec les provinces les plus actives dans le secteur forestier, soit l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique.

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce):** Monsieur le Président, au sujet du budget conservateur, permettez-moi de commencer en disant que c'est de la pure invention que de prétendre, comme le ministre des Finances et d'autres députés conservateurs l'ont fait, que la politique budgétaire du gouvernement ne prévoit aucune augmentation d'impôt.

Il est vrai que dans son discours du 20 février, le ministre n'a pas parlé explicitement de nouveaux impôts. Mais, son discours n'est qu'un élément de la politique budgétaire du gouvernement. L'ensemble de cette politique comprend une foule de taxes, en commençant par la taxe sur les produits et services qu'on cherche à faire adopter par la Chambre, le projet de loi à ce sujet en étant à l'étape de l'examen par le comité.

En plus de la taxe sur les produits et services, nous avons des surtaxes, qui existent depuis 1984, les dispositions de récupération des pensions de la sécurité de la vieillesse et des allocations familiales et des augmentations des contributions d'assurance-chômage, résultats du projet de loi C-21 émanant du gouvernement.

Donc, si le discours que le ministre a prononcé le 20 février ne faisait état d'aucune nouvelle taxe, la politique budgétaire du gouvernement, dont ce discours n'est qu'un élément, est truffée d'augmentations de taxes. La taxe sur les produits et services à elle seule est considérée comme la pire ponction fiscale de l'histoire canadienne.

Si le projet de loi est adopté dans sa forme actuelle et entre en vigueur en janvier 1991, le gouvernement pourra recueillir, seulement avec cette taxe, 1,7 milliard de dollars durant l'exercice de 1991-1992. Les recettes fiscales du gouvernement fédéral ont augmenté de 48 mil-